

# ASSEMBLEE GENERALE

## TREIZIEME SESSION

### Documents officiels



## SEANCE PLENIERE

Lundi 29 septembre 1958,  
à 15 heures

New-York

### SOMMAIRE

	Pages
Point 9 de l'ordre du jour:	
Discussion générale (suite)	
Discours de M. Shtylla (Albanie).....	225
Discours de M. Panya (Laos).....	228
Discours de M. Silk (Hongrie).....	231

**Président: M. Charles MALIK (Liban).**

### POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Discussion générale (suite)

1. M. SHTYLLA (Albanie): L'Assemblée générale des Nations Unies, dont la tâche fondamentale est de maintenir la paix et la sécurité internationales, se réunit à un moment où cette paix et cette sécurité sont gravement menacées dans le Proche et dans l'Extrême-Orient par la politique agressive des grandes puissances occidentales et, en premier lieu, par celle des Etats-Unis. Elle se réunit à un moment où le problème essentiel du désarmement n'est pas encore résolu, où, plus que jamais, se pose, pour la sauvegarde de la paix et pour la défense du genre humain contre le péril d'une guerre atomique, l'exigence historique qu'un terme soit mis à la guerre froide et à la politique de la "position de force" suivie par les milieux dirigeants des Etats-Unis et que les relations entre Etats à systèmes sociaux différents soient fondées sur les principes de la Charte des Nations Unies ainsi que sur le principe bien connu de la coexistence pacifique.

2. Les peuples du monde entier se prononcent fermement contre la guerre et en faveur de la paix. Ils ont le droit d'attendre de l'Assemblée générale qu'elle prenne résolument des décisions propres à éloigner la menace de la guerre et à sauvegarder la paix. Dans le Proche-Orient, la situation reste tendue. Il faut en chercher la cause dans la politique d'ingérence intolérable des grandes puissances occidentales qui, comme on le sait, à Suez, au Liban et en Jordanie, a pris la forme d'une agression armée.

3. En moins de deux ans, l'Assemblée générale s'est vue obligée de consacrer deux sessions extraordinaires d'urgence à la situation dangereuse créée dans cette région par la politique agressive des dites puissances. Elle a condamné les agresseurs et, par ses résolutions sur les questions de Suez, du Liban et de la Jordanie, elle a servi la cause de l'indépendance des peuples et de la paix.

4. Par la résolution qu'elle a adoptée à l'unanimité le 21 août 1958 [résolution 1237 (ES-III)] à sa troisième session extraordinaire d'urgence, l'Assemblée générale a demandé le retrait rapide des forces armées américaines et britanniques du Liban et de la Jordanie respectivement. La délégation albanaise constate cependant que plus de cinq semaines se sont déjà écoulées depuis lors et que la situation n'a pas changé. Les troupes

américaines et britanniques continuent d'occuper respectivement le Liban et la Jordanie. Le Gouvernement des Etats-Unis et celui du Royaume-Uni, jusqu'à présent, n'ont rien fait pour mettre en application la recommandation de l'Assemblée générale. Ils n'ont indiqué aucun délai précis pour le retrait de leurs troupes. L'Assemblée générale, à notre avis, a le droit d'obtenir des Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni qu'ils lui fassent connaître, avec précision et officiellement, la date à laquelle ils retireront leurs troupes du Liban et de la Jordanie. Tant qu'il n'en est pas ainsi, il ne peut y avoir de paix et de sécurité dans le Proche et le Moyen-Orient, et des provocations de leur part sont possibles.

5. Il y a lieu de douter que les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni aient le désir de retirer leurs troupes de ces pays. Ils semblent plutôt chercher un autre prétexte pour les y maintenir le plus longtemps possible. L'Assemblée générale et l'opinion publique mondiale attendent que les troupes soient retirées sans aucun retard.

6. Le Gouvernement des Etats-Unis insiste beaucoup sur sa proposition de créer une force armée des Nations Unies destinée en premier lieu au Proche et au Moyen-Orient. Nous avons le droit de penser que, sous le couvert du drapeau des Nations Unies, les Etats-Unis veulent assurer la permanence de leurs troupes dans cette zone. Notre délégation s'oppose fermement à la création d'une force armée des Nations Unies qu'elle considère non seulement comme inadéquate et inutile, mais encore nuisible à la cause de la paix et de l'Organisation elle-même.

7. Le peuple albanais, qui a connu lui-même l'oppression impérialiste et l'exploitation féodale coloniale, est en entière sympathie avec la lutte héroïque de libération nationale des peuples soumis au colonialisme et dénonce avec indignation les crimes des colonisateurs impérialistes contre les peuples de l'Algérie, de l'Oman, du Yémen, de Chypre et de l'Irian occidental, qui fait partie intégrante de l'Indonésie.

8. Nous estimons que l'Assemblée générale ne saurait rester indifférente devant cette situation. Elle doit se prononcer en faveur du droit imprescriptible à l'indépendance du vaillant peuple algérien; elle doit protéger les peuples opprimés par l'impérialisme. Nous avons la conviction que la force libératrice de tous les peuples qui sont encore sous le joug colonial est invincible et qu'elle triomphera. Notre délégation, comme elle l'a toujours fait, apportera au cours de la présente session tout son appui à cette noble et juste cause.

9. L'Assemblée générale et les peuples du monde entier sont à juste titre préoccupés de la situation très sérieuse créée en Extrême-Orient dans la zone de Taiwan par la politique agressive des Etats-Unis contre la République populaire de Chine. A cause de cette politique, une situation anormale et absurde persiste au sein même de l'Organisation des Nations Unies où

le grand peuple chinois, de plus de 600 millions d'habitants, continue de n'être pas représenté. Depuis plusieurs années déjà, les Etats-Unis, sous le prétexte d'appuyer leur fantôme Tchang Kai-chek, qui a été battu et chassé par le peuple chinois comme traître à son pays, occupent illégalement par la force la grande île de Taïwan et un certain nombre d'îles côtières chinoises qui, à tous égards, font partie intégrante de la Chine.

10. Les Etats-Unis eux-mêmes, par les déclarations du Caire et de Potsdam, l'ont reconnu solennellement. Les faits démontrent que les Etats-Unis ont occupé ces îles pour s'en servir comme base d'agression contre la République populaire de Chine et contre d'autres pays pacifiques. A présent, pour donner un semblant de justification à son agression, le Gouvernement des Etats-Unis n'hésite pas à nier le caractère chinois de ces territoires et à accuser même la République populaire de Chine de vouloir "étendre [son] autorité sur ces zones en recourant à la force brutale", comme l'a dit M. Dulles le 18 septembre 1958 devant l'Assemblée générale [749<sup>ème</sup> séance].

11. Qui est donc l'agresseur? La République populaire de Chine qui se défend et veut libérer son territoire, ou bien les Etats-Unis qui ont envoyé leurs forces armées pour occuper à 10.000 kilomètres de distance les îles chinoises? Dernièrement, les Etats-Unis, se servant de Tchang Kai-chek comme homme de paille, ont accru le nombre de leurs actes de provocation contre l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de la République populaire de Chine et ont effectué de véritables préparatifs de guerre. Ils ont déjà créé un commandement opérationnel unifié à Taïwan, non loin des côtes de la République populaire de Chine. Ils ont concentré là d'importantes forces navales, aériennes, terrestres, dont six porte-avions et plus de 130 autres bâtiments de guerre. Ils y ont envoyé des fusées du type Hércule et Matador. Les organes de la propagande américaine se vantent que dans la zone de Taïwan les Etats-Unis ont concentré la plus grande force destructrice aéronavale que connaît l'histoire, tandis que le Secrétaire de l'armée de l'air américaine déclarait il y a deux jours à peine que les Etats-Unis étaient prêts à employer l'arme nucléaire dans la crise chinoise.

12. Les agresseurs devraient cependant ne pas oublier que le grand peuple chinois ne saurait être intimidé par les menaces et le chantage atomiques, qu'il est fort et uni autour de son gouvernement et résolu à libérer et à unir à la mère patrie Taïwan et les autres îles chinoises, qu'il peut toujours compter sur l'appui inconditionnel des pays du camp socialiste, avec en tête l'Union soviétique.

13. Les activités agressives des Etats-Unis dans la zone de Taïwan ont suscité l'inquiétude et l'indignation chez tous les peuples, y compris le peuple américain. Est-ce que le président Eisenhower conçoit, demandait l'autre jour un grand journal britannique, que dans le monde entier la politique des Etats-Unis en Extrême-Orient est considérée comme insensée?

14. La menace d'un conflit général pèse sur l'humanité et l'entière responsabilité en incombe aux Etats-Unis. Nous estimons qu'il faut prendre des mesures urgentes pour éviter le pire. Certains représentants, parlant devant l'Assemblée générale ou en dehors de l'Organisation des Nations Unies, ont suggéré, en vue d'assurer une détente dans la zone de Taïwan, un cessez-le-feu et la démilitarisation des îles côtières de Quemoy et de Matsu. On pourrait comprendre le désir

de ces représentants de venir en aide à leurs amis américains qui se sont mis dans une position très difficile, mais, de l'avis de notre délégation, les mesures suggérées sont inefficaces et complètement déplacées. En effet, une question se pose: quel cessez-le-feu propose-t-on, et entre quels pays? La République populaire de Chine n'est pas en état de guerre avec les Etats-Unis et il serait donc absurde de suggérer un cessez-le-feu entre ces deux pays. En outre, les îles de Quemoy et de Matsu, tout comme Taïwan, font partie du territoire chinois. Tchang Kai-chek et ses hommes, qui, avec l'appui des Etats-Unis, se trouvent dans ces îles, sont également Chinois. La question de savoir comment le peuple de Chine libérera ces îles des mains de Tchang Kai-chek est une affaire intérieure purement chinoise qui regarde seulement le peuple de Chine.

15. Le 6 septembre 1958, le Gouvernement de la République populaire de Chine a déclaré solennellement:

"Le peuple chinois a pleinement le droit de libérer son territoire par tous les moyens convenables et au moment propice. Il ne permettra aucune ingérence extérieure."

Telle est l'attitude résolue du peuple chinois, qu'aucune provocation, ni aucune menace ne saurait intimider.

16. Il est clair qu'il n'y a nullement lieu d'envisager un cessez-le-feu, ni la démilitarisation des îles côtières. La cause de la tension existante dans la zone de Taïwan, et la seule, est l'intervention des Etats-Unis. Que cette intervention cesse et la détente s'ensuivra immédiatement.

17. Le gouvernement et le peuple de la République populaire de Chine, ainsi que tous les gouvernements et peuples pacifiques du monde entier, exigent, comme unique solution à la grave crise que constitue pour la paix mondiale la situation existant en Extrême-Orient, le retrait immédiat des forces armées américaines de Taïwan aussi bien que des autres îles chinoises et du détroit de Taïwan.

18. Le peuple albanais et son gouvernement, comme le souligne la déclaration du 15 septembre 1958 de notre gouvernement, sont pleinement solidaires du peuple ami et allié de la Chine dans sa juste cause. Le 1er octobre, dans deux jours, le grand peuple chinois célèbre le neuvième anniversaire de sa victoire historique contre l'oppression féodale et impérialiste, l'anniversaire de la proclamation de la République populaire de Chine qui, en un court laps de temps, est devenue un facteur de paix et de progrès en Asie et dans le monde entier. Le peuple albanais lui souhaite chaleureusement une victoire complète dans ses efforts en vue de la libération de Taïwan et des autres îles chinoises occupées, et de nouveaux succès dans l'édification pacifique de son pays.

19. Un élément qui aggrave encore davantage la tension internationale est la course aux armements, dont les proportions dépassent toute imagination. C'est pourquoi nous estimons que tout accord ou toute mesure limitant ou freinant la course aux armements sera une contribution directe à la détente, ainsi qu'à la sauvegarde de la paix.

20. Le désarmement continue d'être le problème majeur de l'heure. Plusieurs années ont passé sans qu'au sein de l'Organisation des Nations Unies ou en dehors de celle-ci aucun résultat concret ait été atteint, et cela à cause de l'attitude foncièrement négative des puissances du bloc agressif de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) et, en premier lieu, des

Etats-Unis, qui portent l'entière responsabilité de cet état de choses.

21. Poursuivant ses efforts persévérants en vue de résoudre le problème du désarmement, le Gouvernement soviétique propose de l'aborder graduellement et de parvenir à des accords séparés sur ses différents aspects. Le mémorandum relatif à des mesures de désarmement [A/3929] qu'il a présenté à la session actuelle offre à ce sujet toute une série de propositions réalistes qui ne sauraient manquer de recueillir l'appui actif de tous les Etats Membres désireux de tirer le problème du désarmement de l'impasse où il se trouve à l'heure actuelle.

22. Sur la proposition de la délégation soviétique [A/3915], l'Assemblée générale devra examiner la question de la cessation des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène. Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie s'est toujours prononcé pour la cessation immédiate et inconditionnelle des essais d'armes nucléaires, pour l'interdiction totale de l'emploi et de la production de ces armes de destruction massive, ainsi que pour l'emploi de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques seulement. Aussi notre délégation appuie-t-elle chaleureusement la proposition soviétique.

23. La décision prise par l'URSS d'arrêter unilatéralement, à partir du 31 mars 1958, tous les essais d'armes nucléaires a été saluée comme un acte historique et hautement humanitaire. Les autres puissances atomiques, à savoir les Etats-Unis et le Royaume-Uni, n'ont cependant pas suivi cet exemple, mais ont au contraire intensifié leurs essais et les poursuivent encore maintenant.

24. Après les résultats positifs de la Conférence des experts de huit pays, réunie à Genève<sup>1</sup>, le prétexte de l'impossibilité de contrôler tous les essais nucléaires, avancé par les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni, s'est révélé sans fondement. Les déclarations des Etats-Unis [A/3895] et du Royaume-Uni [A/3896 et Corr.1] en date du 22 août 1958, avec toutes les conditions qu'elles comportent, semblent plutôt faites en vue d'empêcher un accord et de chercher en même temps à préparer d'avance le terrain pour rejeter la responsabilité d'un échec sur l'Union soviétique.

25. Le monde est las de ce jeu qui dure depuis longtemps et demande des actes. Nous voulons espérer que l'Assemblée générale, cette fois-ci, parviendra à adopter une décision positive sur cet important problème.

26. Il y aura bientôt un an que l'URSS a réalisé, la première, l'un des rêves les plus audacieux et les plus beaux de l'humanité. Elle a frayé le chemin de la domination de l'espace cosmique. L'Union soviétique, afin que cette grande victoire de la science serve uniquement des buts pacifiques, a demandé que l'Assemblée générale examine la question de l'interdiction de l'utilisation de l'espace cosmique à des fins militaires, conjointement avec la suppression des bases militaires étrangères situées sur le territoire d'autres pays et avec la coopération internationale touchant l'étude de l'espace cosmique [A/3818]. La délégation des Etats-Unis, par contre, a demandé seulement l'examen d'un programme de coopération internationale en ce qui concerne l'espace extra-atmosphérique [A/3902].

27. La délégation albanaise considère que la manière dont a été posé le problème par la délégation soviétique

est la seule juste et capable de conduire à des mesures concertées et utiles à la cause de la paix et de la coopération internationale, tandis que les Etats-Unis, par leur proposition limitée, semblent plutôt vouloir s'assurer des avantages stratégiques.

28. Notre délégation se déclare entièrement en faveur de la proposition soviétique sur la réduction de 10 à 15 pour 100 des budgets militaires de l'URSS, des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France, et sur l'utilisation d'une partie des sommes économisées pour l'assistance aux pays sous-développés [A/3925]. C'est là une initiative de grande portée humanitaire et, en même temps, une mesure concrète dans la voie du désarmement et de la détente internationale.

29. Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie a toujours donné son appui aux efforts tentés sincèrement pour éloigner le danger de guerre et consolider la paix et la coopération internationale. C'est ainsi qu'il a salué la réunion d'une conférence au sommet proposée par le Gouvernement soviétique. Il a appuyé la proposition de la République populaire polonaise, tendant à la création d'une zone libre d'armes atomiques en Europe centrale, ainsi que la récente proposition de la République démocratique allemande relative à la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne. Il est disposé à participer à un pacte de non-agression entre les pays signataires du Traité de Varsovie, dont il fait partie, et les pays membres de l'OTAN. Il est en faveur de la liquidation des groupes militaires adverses et de la conclusion d'un pacte général de sécurité collective en Europe.

30. Le Gouvernement albanais considère que l'installation, par les soins des Etats-Unis, de rampes de lancement de fusées sur le territoire des pays membres de l'OTAN constitue, après la remilitarisation de l'Allemagne de l'Ouest, un autre grave danger pour la paix et la sécurité des peuples européens.

31. Soucieux de sauvegarder l'indépendance et la souveraineté nationale de son pays, dans l'intérêt des relations amicales avec l'Italie, et afin d'éloigner le danger de la guerre atomique de la zone de l'Adriatique et des Balkans, le Gouvernement de la République populaire d'Albanie a récemment effectué une démarche importante auprès du Gouvernement italien. Selon les données dont dispose le Gouvernement albanais, au printemps de cette année des négociations étaient déjà en cours entre l'Italie et les Etats-Unis pour l'installation en Italie de rampes de lancement destinées à des fusées qui, de toute évidence, seraient dirigées contre les pays voisins de démocratie populaire, à commencer par la République populaire d'Albanie, proche voisine de l'Italie.

32. Il est compréhensible que le Gouvernement albanais n'ait pu rester indifférent face à semblable situation. Aussi, le 2 juillet 1958, a-t-il adressé au Gouvernement italien une note dans laquelle, après lui avoir exposé son point de vue à ce sujet, il lui demandait amicalement de renoncer au projet d'installation en territoire italien de rampes de lancement de fusées. La note précisait que dans le cas contraire, dans le cas où l'Italie accepterait l'installation de ces rampes en territoire italien, le Gouvernement albanais estimerait devoir prévenir le Gouvernement italien que l'Albanie serait obligée, dans l'intérêt de la défense de son indépendance et de sa souveraineté nationale, de prendre des mesures pour que des rampes de lancement soient également installées en territoire albanais. La respon-

<sup>1</sup> Conférence d'experts chargée d'étudier la possibilité de déceler les violations d'un accord éventuel sur la suspension des essais nucléaires, tenue du 1er juillet au 21 août 1958.

sabilité entière d'une semblable évolution de la situation incomberait alors au Gouvernement italien.

33. Nous regrettons de devoir constater que notre démarche amicale n'a pas trouvé l'accueil et la compréhension voulus de la part du Gouvernement italien. Ainsi que l'a annoncé la presse américaine le 25 septembre 1958, l'Italie et les Etats-Unis sont parvenus à un accord de principe pour installer en territoire italien, dans le courant de cette année, des rampes de lancement et même des rampes pour fusées du type Jupiter. Ainsi que nous l'avons indiqué dans notre note du 2 juillet 1958, l'entière responsabilité des conséquences de cet accord retombera sur le Gouvernement italien.

34. La République populaire d'Albanie suit une politique de paix et d'amitié avec tous les pays, indépendamment de leur système social. Cette politique est fondée sur le principe de la coexistence pacifique. Nous nous intéressons profondément à la sauvegarde de la paix et nous voulons consacrer toutes nos ressources et toutes nos énergies à l'édification pacifique de notre pays, qui a énormément souffert dans le passé à cause des guerres, des dévastations, des occupations impérialistes et des agressions féodales. Grâce aux efforts remarquables de notre peuple et de notre gouvernement, et avec l'aide fraternelle de l'URSS ainsi que de la République populaire de Chine et des autres pays de démocratie populaire, nous avons déjà obtenu des succès marquants dans les domaines de l'industrie, des mines, de l'agriculture et du développement culturel. Nous sommes décidés à aller de l'avant dans cette voie qui assure le bien-être et le progrès de notre peuple. La République populaire d'Albanie voit, dans l'amitié et l'étroite compréhension qui l'unissent à l'Union soviétique et aux autres pays du camp socialiste, la garantie de son intégrité territoriale, de son indépendance et de sa souveraineté nationale, ainsi que de l'édification du socialisme.

35. Le Gouvernement albanais attache une importance particulière au développement de relations pacifiques et de bon voisinage avec les autres pays, et surtout avec les pays voisins. Il considère qu'il est de son devoir de travailler, dans la limite de ses possibilités, à ce que la zone de l'Adriatique et des Balkans soit une zone de paix et de coopération fructueuse fondée sur le principe de la coexistence pacifique. Cependant, notre gouvernement et notre peuple repousseront toujours avec la plus grande énergie toute ingérence étrangère dans leurs affaires intérieures et toute provocation contre leur pays. Nous ne saurions manquer de vigilance en présence de la politique et des actes hostiles qui sont dirigés contre notre pays par certains pays membres du bloc agressif de l'OTAN. Souvent, à la limite de nos eaux territoriales, ont lieu des manœuvres combinées aéronavales des forces des Etats-Unis et d'autres pays membres de l'OTAN. Des avions américains et autres violent notre espace aérien. Une propagande radiophonique ignoble contre la République populaire d'Albanie est chaque jour diffusée par la Voix de l'Amérique, la British Broadcasting Corporation de Londres et d'autres centres radiophoniques.

36. Le Gouvernement albanais a salué la naissance de la République arabe unie comme la réalisation des aspirations profondes des peuples de l'Egypte et de la Syrie et comme une victoire du nationalisme arabe. Notre peuple s'est réjoui de la victoire de la révolution en Irak, et déjà des relations diplomatiques ont été instituées entre nos deux pays. Nous estimons que l'établis-

sement récent de relations diplomatiques avec la Turquie et l'Ethiopie répond à nos intérêts pacifiques et aux exigences de la paix. Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie s'est déclaré plus d'une fois disposé à établir et à développer des relations diplomatiques, commerciales et culturelles normales avec les autres pays, en se fondant sur les principes de l'égalité de chacun, du respect mutuel et des avantages réciproques. Notre gouvernement n'épargne aucun effort pour renforcer les rapports et la coopération pacifique entre les nations. C'est dans cet esprit qu'il appuie pleinement la proposition de la République tchécoslovaque quant aux mesures tendant à instaurer et à promouvoir des relations pacifiques et de bon voisinage entre Etats [A/3847 et Add.1]. Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie considère qu'il est du devoir de tous les Etats Membres d'agir toujours en sorte que soient mis en pratique, dans leurs relations, les buts et les principes de la Charte des Nations Unies. L'ordre du jour de la treizième session de l'Assemblée générale comporte des problèmes qui sont vitaux pour la cause de la paix et de la coopération internationale. Ma délégation souhaite plein succès à l'Assemblée dans l'accomplissement de la lourde tâche qui est devant elle.

37. M. PANYA (Laos) : Monsieur le Président, au bouquet déjà chargé d'encens qui vous a été offert par les orateurs qui m'ont précédé, à l'occasion de votre brillante élection à la présidence de la treizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, permettez-moi d'ajouter une petite fleur du Laos. Si modeste qu'elle soit, cette fleur rendra hommage non seulement aux éminentes qualités d'homme d'Etat qui sont les vôtres, mais encore à votre bel esprit sportif. Nous nous souvenons en effet que, l'an passé, en vous désistant en faveur de sir Leslie Munro, vous avez sauvé l'unanimité de l'Assemblée, unanimité si nécessaire à l'harmonie de nos travaux. Conscients de votre haute compétence, nous ne vous ferons pas l'injure de souhaiter bon succès à votre délicate mission.

38. Permettez-moi également de profiter de cette occasion pour exprimer notre profonde sympathie à S. E. Mohammed Ahmed Mahgoub, ministre des affaires étrangères du Soudan, et pour souhaiter que son tour vienne un jour très prochain.

39. Si mes collègues avaient encore à l'esprit le discours que le Ministre des affaires étrangères du Laos prononçait ici, il y a un an, dans de pareilles circonstances [698ème séance], peut-être penseraient-ils que les Laotiens manquent d'imagination. Mais le problème fondamental auquel doit faire face l'Organisation demeure. Selon le préambule de la Charte des Nations Unies, notre tâche est de "préserver les générations futures du fléau de la guerre". Malheureusement, les promoteurs de notre institution ont péché par optimisme et, cette année encore, notre tâche reste celle de "préserver les générations d'aujourd'hui". La paix est menacée à Formose, elle l'était hier au Moyen-Orient.

40. Dans les 10 derniers mois, l'émerveillement du monde a certes été soulevé par les bonds continus et prodigieux du savoir humain. Pourquoi alors des millions d'hommes dont les moyens d'existence sont à peine dignes de leur condition humaine n'ont-ils pas vu la possibilité de mettre un terme à leurs souffrances? Pourquoi, après l'étonnement, est-ce la crainte et non l'allégresse qu'a entretenue en eux la démonstration éclatante et spectaculaire des succès obtenus par la

science? Pourquoi est-ce un sentiment d'angoisse et de douloureuse appréhension que fait naître en nous le prodige des satellites artificiels? La grande peur du monde, loin de s'évanouir, s'est imposée chaque jour davantage depuis un an à nos actes et à nos pensées.

41. Sur cette terre, que nous nous vantons de pouvoir bientôt quitter, nous sommes incapables de faire en sorte que la tension cesse. Loin de pouvoir espérer une longue ère de prospérité — ce fameux âge d'or que la technique paraît nous offrir — nous redoutons une catastrophe.

42. Depuis quelques mois, il apparaît qu'en vertu d'une règle non écrite, inavouée, à chaque vague soulevée, à chaque différend apaisé, doit succéder une nouvelle tornade. A peine le bruit des armes diminue-t-il d'intensité au Liban qu'au-dessus du détroit de Formose la canonnade se faisait entendre. Comment la crainte cesserait-elle de se tapir au fond des cœurs?

43. Cette situation me suggère quelques observations quant aux efforts que l'Organisation des Nations Unies doit poursuivre si elle veut mettre fin à l'état dangereux dans lequel nous vivons, effort qui devrait, à mon sens, porter sur la technique même de nos méthodes de travail, mais surtout sur la prise de conscience par les gouvernements responsables de cette humanité qui vit dans la crainte quotidienne d'une troisième guerre mondiale.

44. Quand, devant l'incapacité de régler les conflits politiques qui sont nés au lendemain de la deuxième guerre mondiale, nous constatons au contraire la rapidité avec laquelle les problèmes de la technique trouvent leur solution, force est de reconnaître que, politiques et diplomates, nous n'avons pas su nous adapter. Il nous faut prendre modèle sur les savants et sur les hommes de science et mettre le même acharnement, la même audace, la même imagination qu'eux à traiter les affaires qui sont de notre domaine.

45. Sérieux, persévérance, patience? Oui, mais pour nous, Laotiens, cela ne paraît pas suffisant. La morale de tout un chacun, les thèses philosophiques inhérentes aux doctrines politiques dont se réclame respectivement chaque pays, doivent contribuer à pacifier les esprits. Cet amour fondamental des êtres humains entre eux, dont le bouddhisme, ainsi d'ailleurs que d'autres philosophies ou religions, est imprégné, peut seul créer ce climat dans lequel nos travaux auraient toute chance d'aboutir. Je le dis hautement: toute doctrine de haine, toute doctrine qui dresse les hommes contre les hommes, au nom d'une prétendue science historique, non seulement ne pallie pas les injustices qu'elle dénonce, mais contribue à mettre en péril, censément pour accroître le bonheur des générations futures, l'existence même de toute l'humanité.

46. Nous savons bien que rien ne sert d'aller visiter les autres planètes si nous ne pouvons, si chaque homme ne peut bénéficier des droits les plus élémentaires, tels que l'Organisation des Nations Unies les a codifiés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

47. Ainsi, l'année 1957, qui aurait dû être celle de l'espoir, a été celle du chaos permanent.

48. Il est juste de reconnaître toutefois que le rôle des Nations Unies n'a pas été sans importance dans le règlement des conflits, et en dernier lieu dans la crise du Moyen-Orient. L'unanimité qui s'est faite sur la résolution proposée par 10 pays de la Ligue arabe [résolution 1237 (ES-III)], lors de la troisième session extraordinaire d'urgence, est sans aucun doute un

témoignage de l'utilité de l'Organisation. Permettez-moi de dire ici que le Gouvernement du Laos a suivi pas à pas toutes les missions que le Secrétaire général a accomplies pour le plus grand bénéfice de la paix. Je me permets, quoique connaissant sa grande modestie, de le féliciter publiquement pour l'énergie et l'intelligence dont il a témoigné partout où la tension exigeait sa présence. Au Moyen-Orient comme ailleurs, son rôle a été de concilier, d'apaiser, et nous pouvons dire qu'il a bien mérité de la paix. Ainsi donc, le pessimisme qui inspirait mes premières paroles se trouve nuancé grâce à l'Organisation des Nations Unies, qui a contribué à circonscrire les effets de situations lourdes de périls.

49. Je voudrais maintenant, tirant la leçon des expériences de l'année qui vient de s'écouler, insister sur ce qui me paraît devoir être les buts premiers de cette treizième session de l'Assemblée générale.

50. Jusqu'à ce jour, l'Organisation a surtout aidé à rétablir la paix menacée; mais a-t-elle tenté avec assez de ténacité de persuader les nations de "pratiquer la tolérance et de vivre en paix l'une avec l'autre, dans un esprit de bon voisinage"? Et cette tolérance, comment la développer si le monde se tient les armes à la main? Il faut d'abord que les nations s'entendent pour désarmer; il faut faire disparaître la peur qui tue la confiance réciproque et, pour cela, faire disparaître les armes de mort qui nourrissent la peur.

51. Représentant d'un peuple épris de la joie de vivre, je retrouve rapidement un certain optimisme lorsque je constate le travail sérieux et concret auquel les meilleurs techniciens mondiaux se sont livrés à la Conférence de Genève durant l'été dernier<sup>2</sup>. Cette rencontre internationale de savants a permis de déterminer les conditions techniques d'une détection des explosions nucléaires. Cette perspective ouverte d'un désarmement contrôlé, voilà une route d'espérance! Les grandes puissances, qui ont cessé ou vont cesser leurs expériences nucléaires, savent qu'entre leurs mains repose le sort de l'humanité. Cette dernière est prête à se satisfaire du moindre espoir et les supplie de mettre un terme à leurs compétitions. Loin de toute propagande, que ces puissances œuvrent pour la paix lors de la conférence qu'elles doivent prochainement tenir!

52. Mais tant que les conditions nécessaires à la sécurité générale n'existent pas, tant que le désarmement général et contrôlé reste un vœu, il faut, compte tenu des événements de 1956 en Europe centrale et de 1958 au Moyen-Orient, que nous décidions de la création d'une force d'alerte. Mise à la disposition du Secrétaire général, cette force armée pourrait être utilisée à la demande des gouvernements des pays qui en exprimeraient le désir. Il convient de nous attacher aussi à concevoir des moyens propres aux situations réelles, c'est-à-dire de tenir compte des formes nouvelles d'agression tant indirecte qu'idéologique ou économique.

53. Il faut trouver parade à la subversion. Le chef de mon gouvernement, S. E. Phoui Sananikone, déclarait récemment:

"La nécessité de défendre notre liberté et notre indépendance nous est apparue du fait que, si nos frontières ne paraissent pas menacées, notre liberté et notre indépendance sont en réalité menacées par les menées occultes qui s'exercent actuellement à l'intérieur du royaume pour entraîner les populations à se séparer du gouvernement légal et à

<sup>2</sup> Voir note 1.

adhérer à la formation d'un parti politique unique..."

Plus d'un pays, me semble-t-il, doit faire face comme le Laos à ces manœuvres de désintégration. Il y a plus de huit ans que, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, les plus éminents juristes tentent de qualifier en termes précis la subversion. Il est temps (que les juristes ne m'en veuillent pas) de mettre un terme à cette phase préparatoire et de donner une conclusion pratique à ces travaux. Mon gouvernement y est éminemment intéressé. Le Laos ne fait partie d'aucune alliance militaire et il compte uniquement sur les Nations Unies pour le défendre. Or, il se trouve que le danger que nous, Laotiens, redoutons est celui que des éléments attachés à une idéologie étrangère font planer sur le royaume.

54. Réunifié après de douloureuses années de séparation, mon pays se ressent et se ressentira encore pour quelques années des séquelles des événements auxquels les accords de Genève mirent un terme en 1954. C'est pour cela qu'il désire être sûr que les Nations Unies sont en mesure de lui apporter leur assistance s'il y faisait appel.

55. Quoique faisant face à de sérieux problèmes politiques, le pays que je représente a entrepris de se moderniser sans attendre. Aussi, le Laos se félicite que la résolution relative au financement du développement économique, adoptée par l'Assemblée générale à sa douzième session [résolution 1219 (XII)], ait fait si vite son chemin et que le Fonds spécial soit près de prendre vie. On a souvent dit qu'il n'y a pas de liberté là où règne une trop grande pauvreté. Nous sommes conscients que cet organisme financier ne pourra à lui seul résoudre tous nos problèmes de développement. Venant s'inscrire à côté des programmes d'aide de puissances amies, particulièrement les Etats-Unis et la France, et en complément du plan de Colombo et des aides de toutes sortes que nous recevons, il contribuera à financer certains des travaux qui doivent aboutir à l'aménagement du bassin inférieur du Mékong, dont la mission présidée par le général Wheeler a jeté les principes. Ici, comme ailleurs, les Nations Unies viennent heureusement épauler les puissances qui ont décidé d'aider directement et de soutenir les quatre pays intéressés dans les travaux immenses nécessaires pour régulariser le cours et dompter l'énergie du fleuve.

56. C'est en construisant que les Nations Unies remplissent leur tâche et le Laos, qui ne participe que depuis trois ans à leurs travaux, s'aperçoit déjà que la solidarité des Etats Membres n'est pas parole vaine.

57. Mission de paix, mission de justice sociale, mission de progrès économique: tels sont les buts du gouvernement que j'ai l'honneur de représenter. Ils s'accordent si bien avec ceux de l'Assemblée que la délégation du Laos est persuadée pouvoir œuvrer ici utilement et contribuer dans la mesure de ses moyens à donner à l'Organisation des Nations Unies la force qui rendra possible l'accomplissement de tâches dont elle seule peut assurer les responsabilités.

58. J'aurais voulu terminer ici la déclaration qu'au nom de mon gouvernement je devais faire devant l'Assemblée générale. Un fait nouveau, cependant, m'oblige à donner à l'Assemblée des éclaircissements en ce qui concerne l'allusion qu'un orateur éminemment distingué a faite à cette tribune et relative à la situation politique et géographique de mon pays. La semaine dernière, dans son discours hautement apprécié, S. A. R. le prince

Norodom Sihanouk, président du Conseil du Cambodge, a déclaré:

"Si les Chinois ou les Vietnamiens du Nord voulaient s'infiltrer chez nous [c'est-à-dire au Cambodge], ils ne pourraient le faire qu'à travers la Thaïlande ou le Viet-Nam du Sud, qui sont notoirement anticommunistes, ou le Laos qui, selon la propre déclaration de son président du Conseil actuel, est à la fois neutre et favorable à l'Occident." [756ème séance, par. 19.]

Puisque mon pays est en cause, mon devoir est d'éclairer complètement l'Assemblée sur ce qui a été dit. Mais je m'empresse d'ajouter — et j'insiste — que, ce faisant, mon intention n'est point de répondre à une attaque ni de vouloir alimenter une controverse. Le Cambodge et le Laos entretiennent des relations amicales et fraternelles. Imprégnés par la même civilisation, attachés tous deux au régime monarchique, étroitement liés par des rapports économiques, culturels et sociaux d'autant plus fermes qu'ils datent des temps les plus reculés, il est inconcevable que les relations entre les deux royaumes puissent être différentes. Mon désir suprême, en faisant la mise au point, est d'éviter toute interprétation mauvaise ou tendancieuse susceptible à la fois de semer la confusion au sein de l'Assemblée et de jeter ne fût-ce que la plus petite ombre sur les relations khmères-laotiennes, qui sont excellentes.

59. Nous, citoyens du Laos, serions terriblement désolés que notre pays puisse servir aux communistes de chemin d'infiltration vers le Cambodge. Mais nous nous demandons si, vraiment, ces derniers auraient besoin de passer par notre pays pour pénétrer au cœur du Cambodge puisque l'entrée du royaume khmer leur est maintenant légalement ouverte.

60. Quoi qu'il en soit, le peuple du Laos, qui n'est pas communiste et ne veut pas l'être, ne sera jamais le complice de ceux qui veulent asservir les autres au nom d'une idéologie qui n'a rien à voir avec les traditions ancestrales et les aspirations de son pays. Tous mes compatriotes auront à cœur, unis derrière le Trône et le gouvernement royal, de lutter et de sévir avec la dernière énergie, avec l'appui de leurs amis si cela est nécessaire, contre toute tentative d'infiltration ou de subversion effectuée dans leur territoire en violation des règles internationales de bon voisinage et de respect mutuel.

61. Quant à la déclaration de notre président du Conseil, elle est exacte. Mais qu'on ne se méprenne pas. Neutres, nous le sommes autant que tout autre pays qui se dit neutre. Je l'ai dit plus haut, le Laos ne fait partie d'aucune alliance militaire. Nos hommes d'Etat l'ont proclamé à maintes reprises. Nous voulons vivre en bonne entente, en paix avec tous les pays, voisins ou lointains. Nous n'avons point d'intentions belliqueuses. La haine n'a jamais habité le cœur des Laotiens.

62. Favorable à l'Occident? Tout d'abord, être favorable à l'Ouest ne veut nullement dire être défavorable à l'Est. Ensuite, est-il mal de sympathiser avec ceux qui vous comprennent et dont la façon de penser et de voir se rapproche de la vôtre? Etre ami avec quelqu'un veut-il dire nécessairement qu'on épouse aveuglément ses disputes ou ses querelles, qu'on prend en toutes circonstances fait et cause pour lui? Nous, Laotiens, nous ne le pensons pas. Notre attachement au monde occidental n'est point le résultat d'un calcul, moins encore la résultante d'un marché. Il plonge ses racines dans la substance même de nos concepts politiques et

religieux, de notre comportement, de notre vie nationale. Nous avons trouvé, dans la grande famille occidentale, des principes de liberté, de démocratie et d'administration qui sont analogues aux nôtres et qui répondent à notre nature. Nous sommes un petit peuple. Nous le confessons souventes fois. Mais en ce qui concerne notre fierté, en ce qui concerne notre souveraineté, je puis donner l'assurance à l'Assemblée que nous ne le cédonz en rien à ceux qui peuvent invoquer un plus grand nombre d'habitants et un plus grand territoire. Notre conviction dans ce domaine est inébranlable. Nous sommes jaloux de notre indépendance autant que peut l'être tout peuple épris de liberté et fier de son passé. Nous ne tolérerons jamais que notre sol national devienne le champ d'opération d'une idéologie dont le but final est de nous conduire à l'asservissement. De même, nous refuserons tout appui moral ou matériel, d'où qu'il vienne, si, sous le couvert d'une prétendue solidarité généreuse et amicale, il doit aboutir en fait à l'aliénation, considérable ou partielle, de notre souveraineté.

63. M. SIK (Hongrie) [traduit de l'anglais]: Tous les problèmes internationaux dont l'Assemblée générale est saisie sont étroitement liés à la politique étrangère des Etats-Unis. Ainsi donc, pour bien comprendre la situation et les problèmes brûlants qui se posent, il importe de comprendre parfaitement cette politique. Je pense que tout le monde estime comme moi que ce sont les auteurs de cette politique qui la comprennent le mieux. Ce sont eux, à n'en pas douter, qui peuvent l'expliquer de la façon la plus convaincante. Laissons donc le Département d'Etat s'expliquer lui-même, pour nous aider à mieux comprendre sa politique étrangère et les graves événements qui ont fait planer sur le monde l'ombre de la guerre et qui ont conduit les Nations Unies à une impasse. Laissons la parole au Département d'Etat.

64. Les citations qui suivent sont extraites d'un document officiel des Etats-Unis, le bulletin du Département d'Etat (*The Official Weekly Record of United States Foreign Policy*). Le numéro du 2 juin 1958 contient le texte de deux déclarations qui ont été faites devant la Commission des affaires étrangères du Sénat. L'une concerne la politique étrangère des Etats-Unis au Proche-Orient, en Afrique et en Asie méridionale et elle émane de M. William M. Rountree, secrétaire adjoint aux affaires du Proche-Orient, d'Asie méridionale et d'Afrique. La date a aussi son importance. Cela se passait le 8 mai 1958. L'autre déclaration a été faite le 2 mai 1958, toujours devant la Commission des affaires étrangères du Sénat, par M. Walter S. Robertson, secrétaire adjoint aux affaires d'Extrême-Orient au Département d'Etat. Bien entendu, cette déclaration est consacrée à la politique des Etats-Unis en Extrême-Orient et elle s'intitule "Politique et programmes des Etats-Unis en Extrême-Orient".

65. Il ressort clairement des deux déclarations en question que la situation dangereuse qui existe au Moyen-Orient et en Extrême-Orient cadre avec la doctrine du Département d'Etat et que celui-ci, par la politique étrangère qu'il mène, l'a provoquée à dessein. Comment cela apparaît-il? La déclaration sur le Moyen-Orient, antérieure aux changements survenus en Irak, a été prononcée au moment où la VI<sup>ème</sup> escadre se déplaçait en Méditerranée et menaçait de débarquer des troupes au Liban. Cela se passait une semaine avant que la Commission des affaires étrangères du Sénat entende la déclaration relative à la situation en Extrême-Orient. Dans cette région toutefois, Tchang

Kaï-chek avait déjà commencé à concentrer un tiers de ses troupes à Quemoy.

66. La déclaration relative au Moyen-Orient mettait l'accent sur l'aide militaire et technique au Liban, à la Jordanie et à l'Irak et, au sujet de ce dernier pays, on notait le passage suivant:

"L'Irak coopère aussi activement au Pacte de Bagdad. Nous avons encouragé l'Irak dans cette attitude en lui fournissant, entre autres, une aide militaire."

67. La déclaration relative aux programmes des Etats-Unis en Extrême-Orient récapitulait les résultats obtenus par la politique étrangère du Département d'Etat dans cette région au cours des 10 dernières années et en décrivait les perspectives. Quant au principal résultat et à la perspective essentielle, ils étaient résumés dans cette phrase surprenante:

"La République de Chine demeure une alliée ferme et efficace et elle constitue un défi constant pour la Chine communiste, qui s'efforce d'asseoir définitivement sa domination sur le peuple chinois."

Bien que cette déclaration mette en lumière les rapports qu'entretiennent les Etats-Unis avec tous les pays d'Extrême-Orient, seul Tchang Kaï-chek était qualifié d'"allié ferme et efficace", et cela à un moment où d'importantes unités des forces armées de Tchang Kaï-chek faisaient mouvement vers les îles de Quemoy et de Matsu, dans le voisinage immédiat de la Chine continentale.

68. Des documents du Département d'Etat que nous venons de citer, il ressort clairement ce qui suit. En premier lieu, la politique extérieure des Etats-Unis est fondée — pour employer le langage du Département d'Etat — sur une politique de défi. Les Etats-Unis considèrent comme des alliés fermes et efficaces ceux qui poursuivent eux-mêmes cette politique et ils les jugent habituellement sur l'attitude, due à leur situation et à leurs intentions, qu'ils adoptent à cet égard. On a de bonnes raisons de dire que c'est là une politique de provocation ou d'agression, mais, comme le Département d'Etat préfère le mot "défi", j'emploierai moi-même ce mot.

69. En deuxième lieu, le danger de guerre au Moyen-Orient n'est pas né de la révolution du peuple irakien, mais il est apparu graduellement, du fait de la politique de défi du Département d'Etat, et de l'aide militaire que les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont accordée à leurs alliés de Jordanie, du Liban et d'Irak, en leur promettant d'intervenir contre les mouvements nationalistes des peuples arabes.

70. En troisième lieu, le danger de guerre en Extrême-Orient n'a pas surgi le 23 août 1958, mais résulte de l'aide militaire et politique accordée à Tchang Kaï-chek pour l'encourager à poursuivre une politique de défi.

71. En quatrième lieu, les situations existant au Moyen-Orient et en Extrême-Orient sont étroitement liées. Ce lien, c'est la politique de défi du Département d'Etat, qu'il a commencé à suivre en même temps dans ces deux régions. Après l'intervention militaire au Moyen-Orient, le Département d'Etat a encore accentué sa politique de défi en Extrême-Orient en vue de détourner l'attention de l'opinion publique des troupes américaines et britanniques stationnées dans le Moyen-Orient, au Liban et en Jordanie.

72. En cinquième lieu, cette attitude de défi qui caractérise la politique extérieure du Département d'Etat ne s'applique pas seulement au Moyen-Orient et à

l'Extrême-Orient, mais à toutes les relations internationales. Le Gouvernement hongrois en a fait récemment l'expérience. A la conférence de presse à laquelle assistait l'attaché de presse de la légation des Etats-Unis à Budapest, cinq espions américains ont raconté qu'ils avaient suivi un entraînement dans des organisations officielles et illégales des Etats-Unis en vue de se livrer à des activités subversives contre l'ordre établi sur le territoire de la République populaire hongroise. Bien que le diplomate de la légation des Etats-Unis à Budapest fût présent lorsque ces faits ont été révélés, les autorités américaines n'ont pas même essayé — et pour cause — de les réfuter.

73. En sixième lieu, c'est, à bien des égards, à cause de cette politique de défi que l'Assemblée générale se trouve à la présente session dans une impasse et que la raison d'être et l'existence même de l'Organisation des Nations Unies sont gravement menacées. Après que la délégation des Etats-Unis se fut opposée à une résolution favorable à des discussions touchant la représentation de la Chine, le Département d'Etat a menacé, et il menace toujours, de demander aux Nations Unies de se prononcer sur la situation en Extrême-Orient si les négociations de Varsovie échouent. Dans la mesure où le Département d'Etat persiste dans sa tentative pour faire des Nations Unies un instrument de sa politique de défi, il plonge l'Organisation dans une crise qui menace son existence même. Je pense que personne n'a d'illusion à ce sujet: aussi longtemps que l'Organisation n'aura pas rapporté la résolution de l'Assemblée générale qui s'oppose à la représentation de la République populaire de Chine et qui lui a été imposée, aucun organe des Nations Unies ne pourra exprimer d'opinion valable en ce qui concerne la situation en Extrême-Orient.

74. Contre qui est dirigée la politique de défi? La génération actuelle vit dans un monde sans cesse changeant. Les forces du progrès et de la réaction se combattent en divers points du globe. En Asie du Sud-Est et en Afrique, de vastes masses populaires s'éveillent maintenant à la conscience nationale. Des pays très peuplés d'Afrique et d'Asie en sont actuellement à ce stade, qui marque une nouvelle ère dans leur histoire, et que les peuples d'Europe et d'Amérique ont franchi au cours du siècle dernier. Les peuples exploités veulent se libérer définitivement de la domination coloniale, quelque forme qu'elle revête, mais, s'ils désirent acquérir l'indépendance politique, ils veulent aussi profiter des richesses de leurs terres, du fruit de leur travail. Le Département d'Etat fait intervenir la VIème et la VIIème escadre, il accorde une aide militaire et promet une aide économique partout où le mouvement progressiste des masses populaires prend de l'ampleur.

75. Mais ce n'est pas pour soutenir la cause du progrès qu'il agit ainsi. Ce n'est pas vers les Etats-Unis que les peuples qui luttent contre l'exploitation et l'oppression coloniales se tournent pour demander de l'aide. Ces peuples lèvent des regards pleins d'espoir — et en tête de cette liste d'honneur je citerai les plus jeunes champions de la cause progressiste — vers le Ghana, la Tunisie, le Maroc, Ceylan, l'Irak, la République arabe unie, l'Inde, la République populaire de Chine et l'URSS.

76. Par contre, si, dans une quelconque partie du monde, un groupe réactionnaire au pouvoir cherche à sauver du naufrage son navire que submerge le mouvement des masses populaires, il met tous ses espoirs dans le Gouvernement des Etats-Unis et son appel à l'aide est ordinairement entendu. Sur la liste des bénéficiaires

figurent le Premier Ministre du Liban, actuellement en fuite, l'ancienne famille royale d'Irak, l'actuel Roi de Jordanie, Tchang Kai-chek, Syngman Rhee, pour ne pas citer les noms de tous les aventuriers politiques qui se sont enfuis d'autres régions du monde et qui, étant parfaitement qualifiés pour mettre en œuvre la politique de défi, peuvent compter sur l'aide du Département d'Etat.

77. Si Imre Nagy ou Pál Maléter avaient pu s'enfuir de Hongrie ou s'ils étaient encore vivants, fussent-ils en prison, ils seraient un instrument de choix dans les mains du Département d'Etat, qui lui permettrait de menacer la vie pacifique du peuple hongrois et la paix en Europe centrale. La sentence des tribunaux hongrois répondait à l'intérêt de la justice, et elle a servi en outre l'intérêt de la paix internationale en retirant ces armes dangereuses de l'arsenal du Département d'Etat.

78. Bien entendu, quand le Département d'Etat parle ouvertement de politique de défi, c'est devant la Commission des affaires étrangères du Sénat qu'il le fait, mais, devant l'opinion mondiale, il camoufle cette politique derrière des slogans destinés à égarer le sage jugement des masses. Les partisans de la politique de défi emploient une terminologie qui leur est propre et qu'il nous faut bien comprendre pour analyser exactement la situation.

79. La défense de la paix est un de ces slogans. On nous a dit que l'ambassadeur des Etats-Unis à Varsovie est en pourparlers avec l'ambassadeur de la République populaire de Chine en vue de préserver la paix. Ici, à l'Assemblée générale, les représentants de la politique étrangère britannique et française ont donné l'assurance au Gouvernement des Etats-Unis qu'ils l'aideraient dans ses efforts pour trouver une solution pacifique. Qu'est-ce que cela veut dire dans le cadre de la politique de défi? Quels sont les faits? Tout d'abord, je voudrais relever ici un manque de logique: chaque fois que le Gouvernement de l'Union soviétique ou d'un autre pays socialiste propose au Gouvernement des Etats-Unis de régler des différends internationaux par des négociations pacifiques, la réponse est que les Etats-Unis ne veulent la paix qu'à certaines conditions. Et maintenant, misant sur le désir de paix des masses populaires, les Etats-Unis demandent un cessez-le-feu inconditionnel en Extrême-Orient.

80. Mais ce n'est là qu'un aspect secondaire de l'hypocrisie. Ce qui est plus grave, c'est que celui qui a incendié la maison qualifie ses occupants d'incendiaires et veut que ce soient eux qui éteignent le feu. En d'autres termes, le fait que depuis neuf ans Tchang Kai-chek n'a pas cessé de chercher à attaquer le continent chinois, qu'il concentre à proximité immédiate une grande partie de son armée avec l'intention évidente d'y débarquer, et que Taiwan, avec les forces navales, aériennes et terrestres que Tchang Kai-chek et les Etats-Unis y ont concentrées, constitue un défi constant à la République populaire de Chine, ne représente pas une rupture de la paix aux yeux du Département d'Etat. Mais, si la République populaire de Chine se défend et élimine les risques d'agression sur son propre territoire, il y a alors rupture de la paix. De cette façon, un cambrioleur pris en flagrant délit pourrait invoquer son amour de la liberté et d'une vie paisible pour éviter l'arrestation.

81. Le mot "sécurité" est un autre slogan. Pour les partisans de la politique de défi, ce slogan ne signifie pas la sécurité des masses populaires, mais la possibilité pour les puissances coloniales et les cliques réactionnaires qui sont leurs alliées de continuer à exercer leur domination en toute sécurité. Là encore, quels

sont les faits? Selon les partisans de cette politique, le défi que lance Tchang Kaï-shek à la République populaire de Chine ne compromet pas la sécurité. Ses actes de provocation lui valent même d'être promu à la dignité d'allié ferme et efficace. Mais, si un pays de plus de 600 millions d'habitants veut renforcer sa sécurité sur son propre territoire, cela porte préjudice à la sécurité, c'est-à-dire à la sécurité d'une clique qui a trahi son peuple et son pays.

82. Voici un autre exemple. Dans leurs déclarations, M. Dulles [749<sup>ème</sup> séance] et M. Lloyd [758<sup>ème</sup> séance] ont essayé d'inquiéter l'Assemblée générale en disant que certaines stations radiophoniques arabes mettaient en danger la sécurité du Moyen-Orient. Le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni a cité certaines de ces émissions et exigé un contrôle international dans l'intérêt de la sécurité. Pour les partisans de la politique de défi, ces émissions radiophoniques ne menacent la sécurité que si elles sont dirigées contre les cliques des oppresseurs colonialistes. Si elles mettent en danger la sécurité des masses populaires, elles doivent se poursuivre librement et recevoir une aide du Département d'Etat. Les stations radiophoniques des pays arabes encouragent les mouvements d'indépendance des peuples arabes et elles attaquent les ennemis du nationalisme arabe. Qu'il me soit permis cependant de dire un mot des émissions radiophoniques de la Voix de l'Amérique, de la British Broadcasting Corporation, de Radio-Europe libre et de la Voix de la Chine libre. Nous pouvons fournir des renseignements — nous en avons déjà publié un certain nombre dans les Livres blancs consacrés à la contre-révolution en Hongrie et à Imre Nagy — pour montrer comment, pendant et après la contre-révolution, la Voix de l'Amérique, la British Broadcasting Corporation et Radio-Europe libre ont surenchéri et rivalisé pour inciter les mineurs hongrois à inonder les puits et à faire sauter les mines, pour donner des instructions en vue de commettre des crimes, etc. Ces agissements se poursuivent. En ce qui concerne les activités de la Voix de l'Amérique en Extrême-Orient et de la Voix de la Chine libre, c'est un sujet dont pourraient nous entretenir les représentants des pays situés dans cette région. Si le représentant de la République populaire de Chine participait à la présente session de l'Assemblée générale, il pourrait donner des exemples éloquents de la façon dont la Voix de l'Amérique, la Voix de la Chine libre et les stations radiophoniques britanniques, depuis Hong-kong, Quemoy et Taiwan, encouragent leurs auditeurs à se livrer à des activités subversives contre la République populaire de Chine. N'est-ce pas là une des raisons pour lesquelles cette délégation ne siège pas parmi nous?

83. En conséquence, ce que recouvre ce slogan de "sécurité", c'est l'édification des remparts politiques, militaires, économiques et de propagande qui protègent les oppresseurs colonialistes contre les peuples en marche d'Asie et d'Afrique.

84. Un autre slogan encore de la politique de défi, c'est le mot "justice". Lorsqu'il ne s'agit plus de mettre fin à de réelles opérations militaires en Extrême-Orient, mais de régler d'autres problèmes litigieux, le Département d'Etat prend bien soin de faire suivre le mot "paix" de l'épithète "juste". Les partisans de la politique de défi veulent se poser en défenseurs de la justice. M. Lodge a l'habitude de parler de la politique extérieure du Département d'Etat comme si les représentants de cette politique étaient autant de Jeanne d'Arc, des champions de la justice héroïque et sans

tache. Mais là encore quels sont les faits? Lorsque le roi Hussein de Jordanie prend des mesures autocratiques et envoie un grand nombre de héros du nationalisme arabe dans des camps de concentration, la politique et la propagande américaines voient là une victoire de la justice. Mais, quand la République d'Irak entame des poursuites légales contre les traîtres à la cause du peuple, les agents politiques de la famille royale traîtresse, alors les responsables de la politique extérieure des Etats-Unis et la propagande américaine s'indignent et tentent de s'immiscer dans les poursuites et de prendre la défense des criminels. Lorsque les pays arabes cherchent la meilleure façon de s'unir, de s'allier et de collaborer, ceux qui sont chargés de la politique extérieure du Département d'Etat proclament qu'il s'agit là d'une activité subversive et considèrent qu'ils sont dans leur droit lorsqu'ils s'efforcent de rompre cette unité. Il y a quelques jours à peine [753<sup>ème</sup> séance], M. Lodge en appelait à l'histoire pour prouver que la politique étrangère américaine n'a jamais été inspirée par des intentions égoïstes mais qu'elle a toujours eu pour objectif la défense de la justice. J'aimerais rappeler à ce propos quelques faits historiques, lointains et récents.

85. Je voudrais ici faire une remarque. Le peuple hongrois sera toujours reconnaissant envers le peuple des Etats-Unis d'avoir réservé un accueil inoubliable au héros de la guerre hongroise d'indépendance au siècle dernier, l'exilé Kossuth. Nous saluerions aussi avec gratitude le fait que le service postal des Etats-Unis a émis des timbres commémorant le souvenir de Kossuth, si le Département d'Etat n'avait profité de cette occasion pour renforcer sa politique de défi. Les traditions honorables et progressistes du peuple américain n'ont rien de commun avec la politique de défi qui caractérise l'activité du Département d'Etat.

86. Répondons maintenant au vœu de M. Lodge et penchons-nous sur l'histoire. Quel esprit de justice a inspiré la guerre hispano-américaine de 1898 au cours de laquelle Cuba, Porto-Rico et les Philippines sont devenues colonies américaines? Les Etats-Unis n'ont-ils pas pris part à l'expédition de 1900 pour étouffer le soulèvement du peuple chinois contre ses colonisateurs? Quelle sorte de justice a poussé les Etats-Unis contre Panama en 1903? La même question vaut pour l'action qu'ils ont entreprise contre le Nicaragua en 1910. Et M. Lodge a-t-il oublié l'intervention des Etats-Unis contre le jeune Etat soviétique en 1918? Peut-on parler de justice lorsque les Etats-Unis, qui s'étaient engagés à supprimer après la guerre les bases qu'ils avaient installées au Groenland et en Islande au cours de la deuxième guerre mondiale, sont revenus sur leur parole? Et peut-on appeler justes les aventures américaines en Chine et aux Philippines après la deuxième guerre mondiale? Quels furent les premiers soldats étrangers à combattre en Corée? Des Américains. Quels seront les derniers à quitter la Corée? Des Américains. Rappelons également le rôle des Etats-Unis dans les événements qui se sont produits au Guatemala en 1954. Peut-être ces pages de l'histoire américaine ne figurent-elles pas dans le manuel d'histoire de M. Lodge.

87. Quant à l'histoire contemporaine, la revue *U.S. News & World Report* est sans nul doute fondée à signaler que, partout où le doigt se pose sur la carte du prétendu "monde libre", il se trouve une base militaire des Etats-Unis. En dehors des Etats-Unis, il y a au moins 1 million et demi de soldats américains cantonnés dans 950 bases militaires qui sont réparties dans 49 pays. Quiconque voit là un signe de force devrait

admettre que tout au contraire c'est un signe certain de faiblesse, car la justice n'a pas besoin d'être protégée de cette façon. Quoi qu'il en soit, la justice populaire liquidera tôt ou tard ces bases militaires. Cela est vrai déjà au Moyen-Orient, au Liban en particulier, et encore plus évident en Extrême-Orient.

88. Le mot "humanisme" est un autre mot de ralliement pour les tenants de la politique de défi. "La défense de l'humanisme" est le grand slogan qu'ils emploient lorsqu'il s'agit d'établir une chaîne de bases militaires et d'intervenir dans les affaires intérieures des autres pays. Quels sont les faits? Une société dans laquelle un noir peut être condamné à mort pour avoir volé une somme inférieure à deux dollars n'a pas le droit de donner des leçons d'humanisme. Ceux qui parlent au nom des Etats-Unis et du Royaume-Uni se sont servis de l'argument des réfugiés pour faire étalage d'humanisme socialiste. Mais soyons réalistes et regardons les faits en face. Pendant le premier quart de ce siècle, plus de 1 million et demi de personnes ont émigré de Hongrie en Amérique. Dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale, la population a émigré dans des proportions analogues. A cette époque, les pays en question n'étaient certes pas socialistes. Depuis lors, le besoin d'émigrer et le désir, chez certains hommes, de se risquer à bâtir ailleurs une nouvelle vie n'ont pas disparu. On observe en outre des migrations à l'intérieur de certains pays. De même qu'en Grande-Bretagne la population a tendance à se déplacer du nord de l'Ecosse vers le sud, on a constaté une migration continue pendant les années qui se sont écoulées entre les deux guerres en Allemagne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, à partir des régions agricoles de l'est vers les centres industrialisés de l'ouest.

89. Deux nouveaux facteurs sont entrés en jeu en raison des transformations de la structure économique et sociale. Tout d'abord, certains éléments, privés tout d'un coup de privilèges immérités et refusant de s'adapter à une situation nouvelle, ont préféré se créer un avenir ailleurs. En second lieu, le nouveau mode de vie exigeant de l'individu des qualités morales plus élevées, ceux dont la fibre morale était faible ont préféré fuir plutôt que de s'adapter à ces exigences plus strictes. En outre, les slogans de la politique de défi font appel aux instincts les plus bas et encouragent certains, qui auraient pu jouer un rôle utile dans la société, à rechercher l'aventure. A propos de l'Allemagne, je voudrais ajouter que ces marchands de propagande toujours prêts à exploiter les mouvements de population en question se gardent bien de dire qu'au cours des trois dernières années seulement, 250.000 personnes venues de la République fédérale d'Allemagne se sont installées sur le territoire de la République démocratique allemande. Pour ce qui est de la Hongrie, je tiens à ajouter que nous pensons avec sollicitude et sympathie à tous ceux qui ont pris la route dans l'hystérie de l'automne de 1956, à ceux qui, sans foyer, traversent une crise morale très profonde et sont ballottés d'un point à un autre. Nous accueillons avec plaisir tous ceux qui reviennent avec des intentions sincères et honnêtes. Nous sommes heureux aussi pour ceux qui se sont établis dans un pays d'adoption et y gagnent convenablement leur vie. Nous ne voulons pas cependant que reviennent chez nous les éléments fascistes ou traîtres à la cause du peuple qui ont commis des crimes pendant la contre-révolution.

90. Pour nous, ce pseudo-humanisme dont se réclament les partisans de la politique de défi, qui essaient

d'utiliser le sort des réfugiés comme monnaie d'échange de la guerre froide, est absolument inhumain. Nous nous efforçons également d'aborder cette question, si complexe et si lourde de tragédies, du point de vue de l'humanisme socialiste le plus profond. De plus, il est fort surprenant que ceux-là mêmes qui se posent en champions de cet humanisme auprès de pays qui ont connu des révolutions populaires soient des hommes fort bien placés pour savoir que les révolutions bourgeoises des pays occidentaux ont fait infiniment plus de victimes. En fait, les défenseurs les plus bruyants de l'humanisme sont précisément ceux qui se rangent toujours aux côtés du colonialisme lorsqu'il s'agit de choisir entre la liberté et la servitude des peuples colonisés.

91. Nous en arrivons enfin à un autre slogan de la politique de défi, "l'anticommunisme". Quels sont les faits? Au moment de l'agression de Suez, les troupes anglo-françaises auraient envahi tout le territoire égyptien si l'URSS n'était pas intervenue. Après la proclamation de la République d'Irak, les troupes qui avaient débarqué au Liban et en Jordanie auraient marché contre l'Irak s'il n'y avait eu la République arabe unie et l'Union soviétique. Quant à la situation actuelle en Extrême-Orient, les Etats-Unis, qui ont envoyé des troupes dans cette région, et leur allié ferme et efficace Tchang Kai-chek seraient allés plus loin encore dans la voie des provocations si l'Union soviétique ne s'était pas rangée aux côtés de la République populaire de Chine. C'est l'Union soviétique qui oppose aujourd'hui le rempart le plus solide à la politique de défi, et les partisans de cette politique s'efforcent en conséquence de créer un climat hostile au communisme en parlant du prétendu impérialisme soviétique et des prétendues activités subversives du communisme international pour justifier leurs provocations. Mais là encore, quels sont les faits? Ce ne sont pas les pays socialistes mais bien les Etats-Unis qui ont l'habitude d'organiser des complots. Ainsi, nous nous rappelons tous fort bien ce qui s'est passé l'été dernier en Syrie. On pourrait trouver d'autres exemples de faits analogues dans certains pays d'Asie et d'Afrique et dans les pays socialistes. Aucun pays socialiste ne saurait être accusé d'accorder son appui à un Etat rival pour défier un pays capitaliste quelconque. Le Département d'Etat, lui, a avoué, comme je vous l'ai déjà rappelé, qu'il conserve Tchang Kai-chek comme allié parce qu'il constitue un défi à la République populaire de Chine.

92. L'absurdité du mouvement d'hystérie anticommuniste est apparue de façon particulièrement évidente ces derniers jours et aux Etats-Unis mêmes. Selon une déclaration du gouverneur de l'Arkansas, tous les citoyens de Little-Rock, y compris les ministres du culte, qui se sont déclarés en faveur de l'intégration dans les écoles ont été contaminés et endoctrinés par le communisme. Finalement, la campagne anticommuniste est semblable à un boomerang, car les porte-parole de la politique de défi, jaloux de leur pouvoir, attribuent au communisme tout ce qui se fait de généreux, de bon, de vrai partout dans le monde, tout ce qui favorise le progrès.

93. Le peuple hongrois a déjà goûté les effets de cette politique de défi. Les avocats de cette politique n'ont pu se résoudre à admettre que leurs objectifs ne pouvaient être atteints par la contre-révolution. Aussi cherchent-ils encore à troubler la vie du peuple hongrois par tous les moyens. Il me faut mentionner à cet égard les activités subversives qui ont été découvertes, comme je l'ai rappelé déjà, et les efforts qui se poursuivent

en vue de maintenir en permanence la prétendue question hongroise à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Malgré tout cela cependant, le peuple hongrois a pu, avec toute sa puissance créatrice et toute son énergie, participer à la vie économique, culturelle et politique. Les dommages causés par la contre-révolution ont été réparés et toutes les questions particulières qui se sont posées à ce propos ont été résolues une fois pour toutes.

94. De nombreux faits montrent que la vie en Hongrie est redevenue normale, entre autres la dissolution du Parlement à la fin de la semaine dernière; de nouvelles élections doivent avoir lieu cet automne et le nouveau parlement se réunira avant la fin de l'année.

95. Je puis dès à présent prédire que les représentants de la politique de défi et ses agences de propagande tenteront de mettre en doute la valeur de ces élections parce qu'il n'y aura qu'une liste commune de candidats. Cependant, quiconque est conscient de ce fait historique, à savoir que dans le monde en mouvement d'aujourd'hui deux forces se combattent — le progrès et la réaction — comprendra aussi que dans notre pays toutes les forces désireuses de voir s'édifier une société nouvelle doivent s'unir et former un front commun. Aux électeurs de se prononcer pour le progrès ou pour la réaction. Avec la collaboration de toutes les forces progressistes, ils feront savoir au scrutin secret s'ils approuvent l'orientation donnée au développement du pays et les moyens employés à cet effet. Nous verrons bien quels seront les résultats de ces élections.

96. Peut-être serait-il intéressant de citer quelques chiffres qui donnent une idée des transformations apportées à la vie économique et culturelle de notre pays. Le revenu de la population, qui, en 1956, était d'un tiers supérieur à ce qu'il était en 1949, a augmenté encore de 16 pour 100 en 1957 et cette tendance continue de s'affirmer cette année. On peut notamment l'attribuer au fait que la production industrielle, qui, en 1956, avait plus que doublé par rapport à 1949, s'est également accrue de 16 pour 100 en 1957. Le nombre des projets publics de construction est en augmentation; on a construit l'an dernier 51.000 unités d'habitation, chiffre qui est plus de deux fois supérieur à la moyenne des huit années qui ont précédé la deuxième guerre mondiale.

97. Permettez-moi de comparer également certains chiffres dans le domaine de l'enseignement. Entre 1938, année que l'on a appelée la dernière année de paix, et 1958, le nombre des élèves des écoles secondaires a passé de 52.000 à 126.000. Au cours de la même période, le nombre des étudiants de l'enseignement supérieur a passé de 11.000 à 40.000. Les pays occidentaux ont prétendu qu'en Hongrie les enfants dont les parents appartenaient à l'ancienne *intelligentsia* et à la bourgeoisie se voyaient refuser l'accès aux universités. Cette accusation est si contraire à la vérité qu'en fait c'est le contraire qui est vrai, car le nombre de ces enfants qui fréquentent aujourd'hui les universités est plus élevé qu'avant la deuxième guerre mondiale. Le nombre total des étudiants a presque quadruplé, la moitié d'entre eux venant de familles ouvrières ou paysannes. Cela signifie que parmi les étudiants inscrits on compte près de deux fois plus d'enfants venus des autres milieux. Il est exact que nous encourageons les familles ouvrières et paysannes à envoyer leurs enfants à l'université et au collège. Elles sont maintenant en mesure de le faire, ce qui n'était pas le cas sous l'ancien régime.

98. Je prie l'Assemblée de m'excuser d'avoir attiré son attention sur les affaires intérieures de mon pays mais, en raison du grand intérêt que l'on témoigne ici à la Hongrie, cette digression ne sera pas mal accueillie.

99. Dans cette région du monde à laquelle appartient la Hongrie, la politique de défi vise avant tout à empêcher l'Autriche d'établir des relations stables avec les pays socialistes voisins. Le Gouvernement de la République populaire hongroise désire établir avec ce pays des relations de bon voisinage fondées sur les principes d'une coexistence pacifique et d'une concurrence créatrice entre des Etats qui appartiennent à des systèmes politiques différents. C'est là un point de vue que les nombreuses leçons, bonnes et mauvaises, mais toujours utiles, d'un passé commun et l'interdépendance ethnographique et géographique justifient parfaitement. Toutefois, un grand nombre d'obstacles s'opposent au développement favorable de ces relations, surtout depuis que de hauts fonctionnaires du Gouvernement autrichien se sont rendus l'an dernier en visite officielle aux Etats-Unis et que certaines organisations des Etats-Unis se livrent à des activités illégales en territoire autrichien. A un moment où l'on parle beaucoup de l'anniversaire de l'Accord de Munich, non seulement au sujet du démembrement de la République tchécoslovaque, grâce auquel Hitler a pu commencer à mettre à exécution ses plans touchant l'Union soviétique, mais aussi en ce qui concerne l'Anschluss, il est bon de surveiller de près les activités américaines en Autriche et l'infiltration dans la vie économique et politique de l'Autriche de capitaux en provenance de l'industrie lourde de l'Allemagne de l'Ouest. Dans l'intérêt de la paix en Europe centrale et de la paix internationale, il importe d'être vigilants et de protéger l'Autriche, qui s'est engagée à demeurer neutre, de la menace d'un nouvel Anschluss.

100. Pour finir, je voudrais dire quelques mots, au nom de la délégation hongroise, au sujet des problèmes du désarmement. La politique de défi du Département d'Etat a également conduit les Nations Unies à une impasse dans la question du désarmement et dans celle de la conférence au sommet. Que s'est-il donc passé dans les deux cas?

101. Comment les négociations sur le désarmement, qui se poursuivent depuis des années, apparemment, à l'observateur? En résumé, les représentants de la politique de défi interprètent un accord sur le désarmement comme signifiant que l'URSS doit renoncer aux armes nécessaires à sa défense alors qu'eux-mêmes conserveraient leurs armes les plus efficaces. On a voulu transformer l'Assemblée générale, à sa douzième session, en un instrument de cette conception. Il est évident qu'on ne pourra sortir de l'impasse sur la question du désarmement, soit dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, soit en dehors, que si les représentants de la politique de défi montrent qu'ils sont vraiment prêts à renoncer à leur politique et qu'ils désirent sincèrement aboutir à un désarmement progressif et contrôlé. La poursuite et l'accélération de la course aux armements constituent une partie intégrante de la politique de défi. Du tableau que brossaient les puissances qui pratiquent cette politique, il ressortait que la course aux armements imposerait aux pays du camp socialiste un fardeau si lourd que leur développement économique en serait retardé, ce qui permettrait aux grandes puissances occidentales de triompher dans cette course et de continuer à s'efforcer, sans opposition, d'imposer leur direction au monde. Mais l'expérience

a montré qu'il n'en était rien. L'Union soviétique a gagné la première manche de la course aux armements à laquelle elle a été obligée de participer et, si les instigateurs de cette politique insistent pour continuer et même accélérer la course aux armements, il y a peu de chances qu'ils remportent la prochaine manche, devant les efforts combinés des pays socialistes. Toutefois, dans l'intérêt de l'humanité tout entière, les pays socialistes sont sincèrement en faveur d'un accord sur le désarmement.

102. La session actuelle de l'Assemblée générale offre aux puissances occidentales de nouvelles et réelles possibilités de prouver solennellement qu'elles désirent passer de la politique de défi à une politique d'accord. L'URSS a présenté une proposition tendant à réduire proportionnellement les budgets militaires des grandes puissances et à consacrer une partie des sommes ainsi économisées au développement des pays sous-développés. Dans le monde entier, les peuples épris de paix attendent de voir quelles ruses les champions de la politique de défi vont employer pour se soustraire à cet appel.

103. C'est également à cause de la politique de défi que la question de la conférence au sommet en est au point mort. Lorsque la crise du Moyen-Orient a éclaté, les pays occidentaux sont convenus avec l'Union soviétique de tenir une conférence au sommet après qu'elle eut été préparée par le Conseil de sécurité, jusqu'au jour où le Président des Etats-Unis a fait comprendre qu'il n'était favorable à cette conférence que s'il pouvait

compter, au Conseil de sécurité, sur un vote automatique tendant à justifier les actions militaires des Etats-Unis et du Royaume-Uni au Moyen-Orient. Une conférence au sommet truquée de cette sorte n'aurait servi qu'à discréditer, aux yeux des peuples, l'idée même d'une conférence au sommet, dont ils attendent à juste titre un règlement et une solution. Toutefois, cette éventualité est devenue très incertaine après la manifestation la plus récente de la politique de défi suivie par les Etats-Unis. N'était le fait que la paix mondiale est en jeu, on pourrait dire aux partisans acharnés et obstinés de cette politique qu'ils moissonneront ce qu'ils auront semé. Il faut qu'ils comprennent les conséquences de leurs actes barbares. Malheureusement, ils ne seront pas seuls à en subir le contre-coup; cette politique causera des souffrances indicibles à des millions d'hommes, car les innocents souffrent aussi de la légèreté des responsables.

104. Telles sont les raisons pour lesquelles la délégation hongroise, après de nombreuses autres délégations, lancent un appel aux Etats-Unis pour qu'ils reconsidèrent leur politique extérieure. La paix universelle exige que le Gouvernement des Etats-Unis renonce à sa politique de défi pour adopter une politique de paix et d'accord. Il y gagnera en prestige car sa politique actuelle, déjà mise partiellement en échec, est vouée à une défaite complète. Les petits pays et des masses innombrables espèrent qu'à la politique de défi succédera une politique de paix.

*La séance est levée à 17 heures.*